



La riposte au mépris du Ministre KASBARIAN...

Boycott des instances du dialogue social et mobilisation massive le 5 décembre !

Imposer trois jours de carence et une rémunération à 90 % pendant les congés de maladie est une attaque frontale contre les agents publics.

Le gouvernement se dit fier des agents publics et, procède à la réduction de leurs droits et de leur pouvoir d'achat.

Ce n'est pas comme cela que la Fonction publique attirera des jeunes alors que les besoins augmentent et que les concours ne font pas le plein.

Stigmatiser les agents publics malades ou accidentés qui, en aucun cas, n'ont choisi de l'être, c'est dégueulasse !... Pire encore, cela prend la forme d'une punition en instaurant 3 jours de carence et en diminuant leur salaire.

La comparaison faite avec le secteur privé est fallacieuse !

Premièrement à caractéristiques personnelles identiques et aux mêmes conditions d'emploi, il n'y pas de différence en matière d'absentéisme. Deuxièmement, plus de 70% des salariés disposent de conventions collectives qui compensent les jours de carence...

Si tout le monde doit faire un effort par rapport à la situation budgétaire du pays, l'UNSa Justice rappelle que les agents publics et la Fonction publique ont déjà lourdement contribué à cet effort. En effet, l'inflation a été très supérieure à la hausse du point d'indice. Les salaires des agents publics ont décroché par rapport à ceux du secteur privé. Ces données sont confirmées par l'INSEE. Et que dire de 2024 qui est une année blanche et 2025 qui s'annonce comme sa pâle copie... Le décrochage va donc s'accroître !

Trois jours de carence, une couverture des jours en arrêt de maladie passant de 100% à 90%, la suspension de la GIPA qui s'ajoute à la non-revalorisation de la valeur du point d'indice et des grilles indiciaires, sont des mesures injustes et régressives !

À la suite de la Loi de transformation de la Fonction publique, le chantier de la protection sociale complémentaire a été ouvert pour améliorer la couverture des agents publics en santé et en prévoyance. Des accords ont été signés. Par ces décisions, le gouvernement remet en question la portée des avancées obtenues dans le cadre d'un compromis.

L'UNSa Justice et ses composantes engagent la mobilisation et exigent le retrait de ces mesures portées au PLF 2025 ainsi que l'ouverture de négociations salariales !

Par conséquent, dans la continuité de la 1^{ère} journée d'actions engagée le 5 décembre prochain par l'intersyndicale (UNSa, CGT, CFDT, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP) appelant à une journée de mobilisation et de grève, l'UNSa Justice et ses composantes appellent l'ensemble des personnels de toutes les directions du ministère de la Justice à se mobiliser très fortement pour faire reculer le gouvernement.

L'UNSa Justice et ses composantes appellent les personnels à participer aux actions qui vont être organisées au sein des structures, à rejoindre les cortèges de la mobilisation, à se porter grévistes..., afin d'exiger le retrait de ces dispositions inacceptables !

D'ores et déjà, nous avons lancé une pétition à signer massivement. Par ailleurs et cela jusqu'au 5 décembre au moins, l'UNSa Justice et ses composantes boycotteront l'ensemble des instances CSA et FS ministérielles et directionnelles.

Paris, le 20 novembre 2024

Le Secrétaire général

Jean-François FORGET